

Merci de votre mobilisation !

Adresse de Fabien Roussel aux communistes :

« Cher-e camarade,

Je voulais, par ce message, vous remercier toutes et tous chaleureusement pour votre mobilisation de ce week-end qui démontre, une fois de plus, la vitalité démocratique de notre Parti.

Nous avons été près de 25 000 à participer au scrutin et c'est une belle réussite. Aucune autre force à gauche n'est capable de mobiliser autant de militantes et de militants pour un scrutin de ce type.

Avec 66 % de votants, la participation est même l'une des deux plus fortes de ces 20 dernières années ! Cela montre bien que les communistes ont parfaitement compris les enjeux liés au texte de base commune qui leur était présenté, ce qui donne d'autant plus de force et de poids au choix majoritaire exprimé ce week-end.

En effet, avec plus de 61 % pour le texte « Pour un communisme de conquêtes » présenté par la direction nationale, les communistes envoient un signal clair, important : ils affirment leur volonté d'aller de l'avant, de poursuivre le chemin engagé depuis le 38e et le 39e Congrès ; celui d'avoir un parti solide, combatif, actif sur la scène politique nationale et engagé dans toutes les luttes ; un parti en conquêtes pour des avancées sociales, démocratiques mais aussi au cœur de toutes les batailles électorales.

Merci et bravo pour ce message clair que vous avez choisi d'exprimer.

Lors des débats, les communistes ont aussi fait part de leur attentes, de leurs souhaits d'amender, d'enrichir la base commune et de pouvoir engager les batailles à venir en étant unis et rassemblés.

C'est la nouvelle phase de notre congrès qui s'ouvre maintenant.

Pour cela, j'invite chacune et chacun, quel qu'ait été son vote, à s'inscrire pleinement dans la nouvelle étape qui s'ouvre avec les congrès locaux et départementaux et à enrichir, jusqu'au Congrès de Lille, cette base commune qui est désormais celle de tous les communistes.

Nous avons d'immenses défis à relever. Pour les affronter nous avons besoin d'un Parti communiste solide, avec une organisation renforcée pour une action de proximité au cœur des lieux de travail et de vie de nos concitoyennes et concitoyens ; un Parti avec des orientations politiques clarifiées et une direction en capacité d'animer de grandes batailles dont celles des présidentielles et législatives à venir. Soyons prêts à nous adresser largement à tous nos concitoyens pour mener ces batailles et empêcher l'extrême droite de l'emporter.

Nous avons devant nous un mois ou presque pour amender le texte, renforcer ses contenus tout en respectant les orientations validées majoritairement.

Je sais que chacune et chacun aura à cœur d'y participer pour que nous fassions, ensemble, de ce 40e Congrès un grand moment d'unité pour notre parti.

Je sais pouvoir compter sur chacune et chacun d'entre vous comme vous pourrez compter une nouvelle fois sur moi pour le mandat qui s'ouvre.

Très fraternellement... ».

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2555 – Jeudi 11 juin 2026

Adoption de la base commune - résultats & communiqué de la commission de transparence des débats

Les 4, 5, 6, 7 juin 2026, 37.286 communistes à jour de leurs cotisations et adhérents depuis plus de trois mois étaient appelés à voter pour choisir la base commune de discussion pour le 40e Congrès parmi les quatre textes proposés.

24.608 électrices et électeurs ont voté, soit 66% des inscrits. 481 bulletins blancs ou nuls et 24.127 suffrages exprimés, soit 98,05%, ont été recensés. Ce haut niveau de participation témoigne d'un fort engagement démocratique.

"Un communisme de conquêtes", le texte du Conseil national a obtenu 14.810 suffrages, soit 61,38 % des exprimés, et **74,47% dans notre département.**

Les textes alternatifs ont respectivement obtenu :

⇒ **"Pour battre l'extrême droite et ouvrir l'espoir. Communistes à l'offensive"**, 6.117 voix soit 25,35 %, 15,90% dans notre département

⇒ **"Stratégie communiste. La lutte des classes comme boussole, le socialisme comme programme"**, 1.833 voix, soit 7,60%, 5,02% dans notre département

⇒ **"Résister et construire, une nouvelle page du communisme"**, 1.367 voix, soit 5,67 %, 4,61% dans notre département.

Le texte **"Un communisme de conquêtes"** devient la base commune de discussion de l'ensemble des adhérentes et adhérents.

Désormais les communistes dans leur diversité sont appelés à se rassembler en se saisissant de la base commune, en la travaillant, en l'enrichissant de leurs contributions et amendements.

Ce travail débutera avec les congrès de section et de fédérations.

Il trouvera son aboutissement lors du congrès national qui se déroulera le 3, 4 et 5 juillet à Lille. ■

**Congrès départemental de la
Fédération des Landes du PCF
Samedi 20 juin 9 h - 17 h
Salle des Fêtes de LABATUT**

Le midi, panier partagé (chacun amène et/ou à manger et à boire et met en commun)

Affaire Lyhanna : la faillite d'un système

Le Parti communiste français exprime sa profonde émotion après la découverte d'un corps qui devrait, selon toute vraisemblance, être celui de Lyhanna, 11 ans, disparue depuis plusieurs jours. Nous adressons nos pensées à sa famille, à ses proches.

Mais aujourd'hui, l'émotion ne suffit plus.

Car ce que révèle l'affaire Lyhanna dépasse le cadre d'un fait divers tragique.

Elle met en lumière une contradiction devenue insupportable: jamais la protection de l'enfance n'a autant été proclamée priorité nationale ; jamais les professionnels, les magistrats, les associations et les familles n'ont autant alerté sur l'incapacité croissante des institutions à protéger effectivement les enfants.

Les éléments aujourd'hui connus sont accablants . Depuis plusieurs années, des alertes, signalements, et procédures auraient concerné le principal suspect.

Plusieurs institutions ont été amenées à intervenir. Pourtant, aucun dispositif n'a permis d'empêcher qu'une enfant de 11 ans perde la vie.

Il ne s'agit pas ici de désigner à l'avance des responsabilités individuelles.

Néanmoins, il est déjà possible d'identifier une responsabilité politique.

Lorsque les services de justice manquent de magistrats, lorsque les enquêtes s'accumulent faute d'effectifs suffisants, lorsque les délais deviennent incompatibles avec la protection immédiate des enfants, lorsque les dispositifs spécialisés sont insuffisants, lorsque les professionnels de la protection de l'enfance travaillent dans des conditions toujours plus dégradées, nous ne sommes plus face à des dysfonctionnements isolés.

Nous sommes face à une faillite structurelle.

Chaque année, des milliers de mineurs victimes de violences sexuelles voient leur parole se heurter à des procédures interminables.

Des plaintes sont classées sans suite.

Des enquêtes demeurent en attente.

Des familles restent sans réponse pendant des mois, parfois des années.

Dans le même temps, les gouvernements successifs continuent d'affirmer que la protection de l'enfance demeure une priorité absolue.

Une priorité se mesure aux moyens qu'on lui consacre.

Or, les choix politiques et budgétaires racontent une autre histoire.

L'affaire Lyhanna doit marquer un tournant.

Le Parti communiste français appelle à un plan d'urgence national pour la protection de l'enfance comprenant notamment :

- ⇒ le renforcement massif des moyens de la justice des mineurs et des services d'enquête spécialisés
- ⇒ le développement de structures

spécialisées pour l'accueil et l'accompagnement des enfants victimes

- ⇒ une véritable coordination entre les institutions concourant à la protection de l'enfance
- ⇒ la mise en œuvre des préconisations formulées par la Ciivise
- ⇒ l'inscription de la protection de l'enfance au rang des priorités nationales avec les moyens humains et financiers correspondants
- ⇒ promulguer la loi-cadre intégrale proposée par la coalition féministe, contre les violences
- ⇒ mettre fin à l'impunité : établir une liste d'actes d'enquête minimaux sans lesquels le procureur ne pourrait pas classer sans suite une affaire.

La mort de Lyhanna est le résultat d'un système qui proclame protéger les enfants mais qui ne donne aucun moyen pour le faire.

Une société se juge à la manière dont elle protège ses enfants. ■

Fête des Pins 4 et 5 juillet 2026 Parc de la Nature - TARNOS

SAMEDI 4 JUILLET

18 h - Débat « Cuba et l'impérialisme américain » avec Jean Querbes, membre du PCF, ancien député européen

20 h - Repas Moules/Frites

22 h 30 - Podium

DIMANCHE 5 JUILLET

11 h - Débat « Quel programme pour 2027 »

12 h 30 - Banquet populaire / Animation

Seront présents :

La librairie de la Renaissance, stand Cuba, initiation aux jeux d'échecs et de dames...

Le programme complet sera diffusé dans quelques jours.

Fête des Pins 2026 Retournez ce bon pour le samedi 4 juillet sur le site		Fête des Pins TARNOS Parc de la Nature	
N° 25040		Donnant droit au tirage de plusieurs lots dont :	
Carnet de soutien 3 €		○○○ TV écran plat ○○○ Sèche-linge ○○○ Incinérateur Bluetooth ○○○ Electroménagers ○○○ Vin...	
NOM-Prénom :		Débats, animations, restauration...	
Tel. :		Hebdomadaire « LES LINDES RÉPUBLICAINES » ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, 7 rue Frédéric Béraud 69341 - 69001 MONTEBELLARD Cedex	
Mail :		N° 25040	

Pour populariser notre fête des pins, les bons de soutien sont à placer en nombre. Prenez contact avec les communistes de vos sections pour en acheter. ■

Retraites agricoles : continuer le combat pour la justice sociale



Julien Brugerolles, député PCF du Puy de Dôme : « Aujourd'hui (27 mai) en commission des affaires sociales, nous avons débuté l'examen de ma proposition de loi visant à poursuivre la revalorisation des retraites agricoles.

Après les lois portées par André Chassaigne en 2020 et 2021, ce texte constitue une nouvelle étape pour réparer des injustices qui frappent encore trop de retraités du monde agricole.

Suppression du mécanisme d'écrêtement qui prive de nombreux agriculteurs de la revalorisation promise. Meilleure prise en compte des conjoints collaborateurs et aides familiaux, très majoritairement des femmes.

Correction de situations injustes qui pénalisent les petites pensions.

Derrière ces mesures, il y a des femmes et des hommes qui ont travaillé dur toute leur existence pour nourrir notre pays. Je pense en particulier aux anciennes conjointes collaboratrices, souvent oubliées du système, dont beaucoup vivent aujourd'hui avec des pensions extrêmement faibles malgré une vie entière de travail sur les exploitations. Cette proposition de loi est donc un texte de justice sociale, de reconnaissance et de dignité. »

Le MODEF se dit favorable à cette proposition de loi.

« Cette proposition de loi va permettre de corriger les injustices qui demeurent pour l'ensemble des retraités agricoles actuels, particulièrement les femmes, les veuves, les veufs et anciens conjoints collaborateurs et aides familiaux.

L'article 1 concerne la suppression du mécanisme d'écrêtement.

Nous sommes favorables à cet article afin de permettre une revalorisation de pensions de retraites pour les 100 000 personnes exclues du dispositif ».

« L'article 2 prévoit l'exonération de certains prélèvements sociaux (CSG, CRDS et CASA) des revalorisations de pensions obtenues par les retraites complémentaires obligatoires agricoles. Cette mesure est portée par le MODEF depuis plusieurs années "... Le MODEF continue à revendiquer une retraite à hauteur du SMIC net pour une carrière complète tous régimes confondus », rappelle Angélique THIALLIER, Vice-Présidente du MODEF national.

Le député Taupiac s'est exprimé en soutien à ce texte à l'assemblée et dans la presse locale. Le

débat ne fait que commencer en séance.

Nous avons à continuer le combat pour la justice sociale. Il n'est pas terminé.

Le président de l'ANRAF Roger Tremeule ne disait-il pas que « le chantier relatif aux retraites agricoles doit commencer par une réforme de la protection sociale permettant aux retraités agricoles de bénéficier d'une retraite égale à celles des autres retraités de notre pays. Elle devra également conduire à l'obtention de la parité pour les agricultrices et d'un minimum de retraite égale au SMIC net. » ■

Le MJCF renouvelle sa direction lors de son ANA 2026

Après plusieurs semaines d'enquête sur leurs pratiques militantes, de débats et de discussions avec des milliers de jeunes, 150 animateurs et animatrices du MJCF se sont réunis le week-end du 23 et 24 mai au siège du PCF, place du Colonel Fabien.



À l'issue de la première journée de travaux, le Conseil national renouvelé a élu Bastien Bonnargent 27^e secrétaire général du MJCF.

Bastien a grandi dans le nord des Hautes-Pyrénées, près de Maubourguet, avant de s'installer à Toulouse pour y poursuivre des études d'histoire afin de préparer le Concours de professeur en lycée professionnel (CAPLP). Il a adhéré aux Jeunes communistes à Tarbes lorsqu'il était lycéen en 2016, avant d'exercer des responsabilités fédérales en Haute-Garonne de 2021 à 2024, puis de rejoindre la coordination nationale du MJCF en 2024, en charge de la vie des départements.

Le MJCF adresse ses remerciements à Assan Lakehou, secrétaire national depuis quatre ans.

Depuis le début de son mandat, il a dirigé l'équipe de coordination nationale avec une ambition claire : faire du MJCF une organisation proche, utile et révolutionnaire. Cette orientation a été réaffirmée lors du 44^e Congrès, qui s'est tenu en avril 2025 à Bobigny.

Au cours de ces dernières années, le MJCF a redoublé d'efforts pour construire une organisation qui s'adresse à toutes les jeunesses. Il a montré sa capacité à faire vivre une démocratie active, ancrée dans les réalités sociales et économiques des jeunes. Il n'a cessé de renforcer son implantation et d'approfondir sa réflexion pour arracher des victoires face au patronat et répondre aux besoins comme aux aspirations de la jeunesse. ■

Le 21 juin face au racisme : unir et agir pour l'égalité des droits

Violences, insultes, humiliations, stigmatisations, discriminations au travail, au logement, dans les loisirs... Face à la crise capitaliste qui s'accélère, replis nationalistes et xénophobes, racisme et antisémitisme trouvent un terreau fertile. Le racisme est un poison mortel, une arme de division massive des peuples et du monde du travail. La lutte contre toutes ses formes est au cœur de l'action des communistes, elle est constitutive de notre histoire.

À l'initiative de maires et d'élus d'Île-de-France, un appel à manifester le 21 juin contre le racisme, toutes les discriminations et l'extrême-droite a été lancé. Cet appel est aujourd'hui soutenu par des associations comme la Ligue des droits de l'homme (LDH) ou le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, ainsi que par les premières représentantes de plusieurs organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires).

Le PCF salue cette initiative qui intervient quelques mois après des élections municipales marquée par une campagne de propos racistes visant plusieurs maires nouvellement élus. Plus généralement, elle intervient à un moment où les discours de haine et de division, les propos et les violences racistes et antisémites progressent partout dans le pays. À un moment où, en l'absence de perspectives de transformation crédible, l'extrême-droite progresse sur ces divisions, alimentées par un capitalisme en crise qui mène une attaque frontale contre les conquies sociaux et provoque la colère populaire.

Le PCF appelle et souhaite contribuer à l'émergence d'un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations.

Notre lutte contre le racisme et l'antisémitisme est politique et universaliste : elle rejette les assignations identitaires et les concurrences mémorielles, ne délaisse aucune forme de racisme. Elle se fonde sur nos intérêts de classe et sur ce que nous avons en commun, pour atteindre un objectif commun : réaliser l'égalité réelle !

Nous portons à égalité les revendications de progrès social communes à toutes et tous, et les revendications visant à lutter contre les oppressions spécifiques qui cherchent à nous diviser. Nous appelons à l'unité du monde du travail et de la création, de la jeunesse et des retraités face aux offensives du capital contre nos conditions de vie, à la solidarité internationale face aux menées impérialistes contre les peuples du monde entier.

C'est la raison pour laquelle notre lutte antiraciste est indissociable de notre combat pour la paix, pour une nouvelle République laïque et universaliste, pour la transformation des modes de production et de consommation, pour le développement des services publics, pour une société émancipée de la loi du profit, libérant le travail de l'exploitation qui l'asservit.

La loi doit sanctionner durement les propos et actes racistes. Une peine d'inéligibilité doit pouvoir être appliquée pour quiconque s'en rend coupable, ainsi que nos groupes parlementaires l'ont défendu à l'Assemblée nationale et au Sénat. Les élus, comme n'importe quel citoyen, subissant des attaques racistes doivent être protégés par la République. Nous portons en même temps l'exigence d'une politique éducative suivie, indispensable pour faire reculer les préjugés, les discours de haine et de division.

Le PCF appelle toutes celles et ceux qui sont attachés au combat pour l'égalité, pour l'universalité des droits humains, pour l'unité des travailleurs, des travailleuses et des peuples de tous les pays, à participer à la mobilisation du 21 juin, à construire dans l'unité le plus large rassemblement contre le racisme, à faire monter ces exigences dans tout le pays, dans tous les territoires. ■

L'OFFRE ANTIGASPILLAGE

J'entends le cœur du monde/ Battre de plus en plus fort/ Celui des multitudes et de la solitude./ Je croise de plus en plus/ La haine, la peur, la mort/ C'est presque une attitude/ Ça devient l'habitude. [] Quand nos amours n'auront plus cours/ Sous ce soleil énorme./ Alors viendra le compte à rebours/ Sur ces désirs brûlés./ Sur ces désirs brûlés. [] La tête du dictateur, la tête du fusilleur./ Toujours en embuscade/ Dans les rues de Bagdad./ Si la démocratie peut tomber en dix heures/ Si les banques surnagent/ Attendant le naufrage... Extrait de la chanson «Le cœur du monde» par Bernard Lavilliers (né le 07/10/1946 à Saint-Etienne), poète, compositeur, interprète engagé dans les luttes, auteur de la belle chanson «Les Mains D'or». Le 9 décembre 2020, devant les députés, Brune Poirson (née le 01/09/1982 aux U.S.A.), alors secrétaire d'État à la transition écologique a présenté le «projet de loi antigaspillage pour une économie circulaire» en ces termes : «Aujourd'hui, mesdames et messieurs les députés, le projet de loi antigaspillage comprend 106 articles (...). Quelle est l'ambition de cette loi ? Réaliser la transition entre deux mondes. Aller de celui du tout-jetable, qui caractérise trop notre société, vers celui du tout-réutilisable (...). Concrètement, pour être à la hauteur du XXI^e siècle, nous devons rompre avec le système capitaliste vorace et injuste qui est le nôtre (...). Dans ce contexte, les objectifs sont clairs : nous devons nous attaquer à toutes les formes de gaspillage, à tous les niveaux : dans les familles, dans les entreprises ou dans les administrations (...). Le gaspillage est le symbole des excès de notre système économique et des injustices qu'il produit (...). L'objectif de ce projet de loi, vous l'aurez compris, c'est d'entrer dans l'ère du "zéro déchet" le plus vite possible (...). Nous allons accélérer le passage d'une société du tout-jetable à une société du tout-réutilisable». On ne peut que souscrire à ce discours, mais qu'en est-il en réalité ? Pendant ce temps, une personne de Lannion s'étonnait d'avoir reçu pas moins de 13 dépliants publicitaires totalisant 316 pages dans sa boîte aux lettres. Les plus gros volumes étaient édités par Leclerc avec deux journaux de 56 pages pour l'un, de 16 pour l'autre, celle de Géant Casino, avec son dépliant de 80 pages, Lidl avec 44 pages, tandis que les surgelés de la marque Picard étalaient leur offre sur 24 pages. Tous ces journaux sont financés par des enseignes qui bétonnent des terres agricoles pour augmenter leurs surfaces de vente. Le bilan carbone de cette publicité inutile s'ajoute au gaspillage de toutes sortes de produits, périssables ou pas. Chaque enseigne tente de gagner des parts de marché au détriment des autres en jouant sur la guerre des prix. Pour écouler les stocks, surtout de viande, il y aura des «achats malins» qui mettront un peu de réserve dans les congélateurs et des clients seront contents d'avoir réalisé de bonnes affaires. Quel est le revenu des paysans principales victimes des promotions sur la viande chaque fois qu'une baisse de la demande succède aux achats effectués durant les promos ? Cette pression permanente de la politique de l'offre est incompatible avec le débat qu'il conviendrait d'avoir sur la nécessaire réduction de la part des protéines animales dans nos assiettes. Ha meilhe per bibe meilhe soun leus poupas de l'abiene (Faire mieux pour vivre mieux sont les mamelles de l'avenir) ■

Roger La Mougne